



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



# BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE NEW DELHI

N° 10 – Du 17 mars au 23 mars 2023

## En bref

**Afghanistan** : Malgré une reprise du commerce, le bilan de l'économie afghane reste préoccupant. Téhéran et Kaboul renforcent les relations bilatérales à travers un accord commercial.

**Bangladesh** : Inauguration d'un oléoduc entre l'Inde et le Bangladesh. La Banque centrale annonce lever le plafonnement des taux d'intérêt des emprunts en juin. La Banque centrale réduit la taille de son fonds en dollars, afin d'accroître ses réserves nettes. La compagnie nationale Biman envisage d'acquérir des Airbus.

**Bhoutan** : La chambre de commerce bhoutanaise prépare un plan de reprise.

**Inde** : *Indicateurs macroéconomiques* : Croissance de 7 %, modération de l'inflation, selon un rapport du ministère des Finances. *Politique commerciale* : Baisse des exportations de 8,8 % au mois de février.

**Népal** : Le FMI appelle à plus de surveillance sur les prêts non-performants. Bilan de la coopération dans le cadre des nouvelles routes de la soie. Baisse des flux d'IDEs de 93,6% en g.a sur les sept premiers mois de l'exercice budgétaire en cours. Octroi d'un prêt de 90 millions de livres sterling au Népal par le Royaume-Uni, pour le développement des infrastructures.

**Pakistan** : Rétablissement des subventions fédérales sur les prix de l'essence pour les plus pauvres. Le Pendjab et le Khyber Pakhtunkhwa rétablissent les distributions gratuites de farine. Le prix du gaz issu du GNL importé en baisse en mars 2023. Coton : retour aux prix administrés à 8500 PKR (au lieu de 18 000 PKR à 20 000 PKR pour les 40 kg). Des revenus fiscaux qui seront moins élevés qu'escomptés. L'accord technique entre les services du FMI et le gouvernement pakistanais suspendu à des explications du gouvernement sur le relâchement budgétaire constaté au cours de la semaine. La Banque centrale a reçu une nouvelle tranche de 500 MUSD de prêt de l'Industrial & Commercial Bank of China Ltd (ICBC). Liquidation de la banque publique SME Bank. Les exportations textiles baissent de 30% en g.a, leur plus bas niveau depuis 21 mois.

**Sri Lanka** : Le FMI approuve un programme de 3,0 Mds USD pour le Sri Lanka dans le cadre du Mécanisme Elargi de Crédit (MEDC). Le conseil des ministres donne son accord préliminaire pour la revente des parts de l'Etat dans huit entreprises publiques. Sri Lanka reçoit une nouvelle assistance humanitaire de la part des Etats Unis. Chute des rendements des bons du Trésor sur le marché primaire.

## Afghanistan

Malgré une reprise du commerce, le bilan de l'économie afghane reste préoccupant

Au cours de l'année solaire 1401, qui s'est récemment achevée (à cheval entre 2022 et 2023), le régime taliban a poussé la quasi-totalité du pays dans un état critique de pauvreté, avec près de 70 % de la population nécessitant une aide humanitaire afin de pouvoir subvenir aux besoins primaires. Selon International Rescue Committee, le maigre revenu du ménage moyen afghan est absorbé à hauteur de 91 % par les dépenses alimentaires. Par ailleurs, à l'hiver 2022, 18,9 millions de personnes ont été comptabilisées en situation d'insécurité alimentaire et six millions au bord de la famine.

Malgré la gravité de la situation et la dépendance du pays à l'aide humanitaire, la communauté internationale a décidé de cesser tous les transferts de fonds à l'Afghanistan, et ce, afin de faire pression sur les autorités talibanes en raison de l'érosion du droit des femmes. En effet, malgré les promesses de départ, les talibans ont décrété l'interdiction de travailler et d'étudier pour les femmes, les excluant alors automatiquement de la vie publique. De fait, le conseil de sécurité de l'ONU a déclaré que l'Afghanistan était le pays le plus répressif au monde pour les femmes.

En parallèle, l'économie afghane a continué sa très forte contraction, de l'ordre de 20 à 30 % du PIB, avec une baisse des dépenses publiques de 60 %, une incapacité à couvrir son déficit courant élevé - 30% du PIB en 2021 - et le système bancaire demeure largement dysfonctionnel, en lien avec le gel des actifs bancaires placés au sein de l'*Afghanistan Trust Fund* en Suisse. A ce jour, aucun transfert en direction de l'Afghanistan n'a encore été enregistré, facteur de handicap, pour la Banque centrale perdant ainsi toute autonomie et marge de manoeuvre.

Un an et demi après la prise de pouvoir par les autorités talibanes, le gouvernement n'est toujours pas reconnu par la communauté internationale. Toutefois, l'administration

afghane est parvenue à rétablir des liens diplomatiques officiels avec certains pays voisins comme l'Iran, la Russie ou la Chine, facilitant ainsi la reprise progressive du commerce par diverses voies commerciales (routes, voies ferroviaires et aériennes).

En effet, les recettes d'exportations atteignent un montant de près de 2 Mds USD, soit une augmentation de 123 % (en g.a.) passant de 850 MUSD à 1,9 Md USD. Pour rappel, les exportations afghanes sont majoritairement constituées de charbon, fruits secs, et tapis.

En outre, certains projets comme le projet de gazoduc TAPI (Turkménistan/Afghanistan/Pakistan/Inde) ou le Trans-Afghan railway sont de nouveau en discussion et pourraient apporter quelques perspectives pour l'avenir économique du pays.

Téhéran et Kaboul renforcent les relations bilatérales à travers un accord commercial

Dans le cadre d'une réunion entre les deux ministres de l'Industrie et du commerce, un accord commercial et de transit - dont la date de signature reste encore inconnu - a été conclu entre Kaboul et Téhéran.

L'accord devrait permettre de réduire les difficultés de transit aux frontières, les frais de douane et augmenter drastiquement les volumes d'échange. En conséquent, l'accord permettra de faciliter la mise à disposition de marchandises à prix réduits pour les consommateurs des deux pays.

Selon les données du Ministère du commerce afghan, les échanges commerciaux entre l'Afghanistan et l'Iran s'élèvent actuellement à 2 Mds USD. Les dirigeants annoncent l'objectif de porter ce chiffre à dix milliards de dollars lors des prochaines années.

En marge de l'accord, il a également été discuté d'ouvrir une chambre de commerce irano-afghane jointe afin d'encourager les transferts de connaissances dans les secteurs de l'agriculture, l'industrie, la construction, entre les pays.

## Bangladesh

### Inauguration d'un oléoduc entre l'Inde et le Bangladesh

L'India-Bangladesh Friendship Pipeline (IBFPL) a été inauguré par les premiers ministres de l'Inde et du Bangladesh le 18 mars 2023. En février 2020, l'Executive Committee of the National Economic Council (ECNEC) avait validé le projet permettant de relier la raffinerie de Numaligarh Refinery Ltd à Siliguri (nord du Bengale Occidental indien, à 5 km de la frontière) et le dépôt de Parbatipur (nord-ouest du Bangladesh). Long de 130 km, l'oléoduc permet d'acheminer jusqu'à 250 000 tonnes de diesel par an les 3 premières années, avec une capacité portée à terme à 400 000 tonnes dans le cadre d'un contrat de 15 ans. Le coût de ce projet est estimé à 3,06 Mds Tk (33 M€), financé par une ligne de crédit indienne. Seulement 22.000 tonnes étaient jusqu'à ce jour transportés par le rail depuis l'Inde pour desservir les régions du nord du Bangladesh, le reste étant transporté par rail depuis les ports du pays.

### La Banque centrale annonce lever le plafonnement des taux d'intérêt des emprunts en juin

Depuis décembre 2018, la Banque centrale pratique un encadrement fixe des taux d'intérêt selon la règle 9%-6%. Celle-ci vise à obliger les banques commerciales à prêter à un taux maximum de 9% alors que la rémunération des dépôts ne doit pas excéder 6%.

En ligne avec les recommandations du FMI formulées dans le cadre du programme de 4,7Mds USD signé en janvier 2023, la Bangladesh Bank a annoncé lever le plafonnement des taux d'intérêt des emprunts jusqu'alors fixé à 9%. La banque centrale prépare actuellement un mécanisme de calcul du taux de référence, s'appuyant sur les taux interbancaires (environ 6% en mars) et ceux des obligations (environ 8% pour une obligation d'un an).

### La Banque centrale réduit la taille de son fonds en dollars, afin d'accroître ses réserves nettes

L'Export Development Fund (EDF), un fonds en dollars géré par la banque centrale pour soutenir les importations des industries exportatrices, n'a pas été considéré comme suffisamment liquide par le FMI qui l'exclut du calcul des réserves de change du pays. Les prêts EDF ont une maturité de 180 jours, mais dans la pratique de nombreux prêts ne sont pas remboursés dans les temps.

Dans ce contexte, le Bangladesh a entrepris depuis janvier de réduire la taille de l'EDF. Au 19 mars, l'encours des prêts de l'EDF s'élève à 5,5 Mds USD, contre 7 Mds USD en janvier. La taille de l'EDF devrait être encore réduite dans les six prochains mois à 2,5-3,5 Mds USD. La banque centrale a constitué un fonds de 100 Mds Tk (900 MEUR) pour maintenir le soutien aux industries exportatrices.

Dans le même temps, la Bangladesh Bank a renforcé les pénalités en cas de retards dans le remboursement du prêt sur EDF.

### La compagnie nationale Biman envisage d'acquérir des Airbus

Le Bangladesh a organisé son tout premier sommet de l'aviation cette semaine, avec le soutien de la France, le Royaume-Uni et Airbus, afin d'avancer sur son ambition de devenir un hub aéronautique. A cette occasion, le Ministre d'état en charge de l'aviation civile ainsi que le CEO de Biman Airlines, la compagnie nationale, ont montré leur intérêt d'acquérir des avions Airbus. La flotte de Biman est aujourd'hui constituée de 5 Dash et 16 Boeing.

En janvier 2023, la compagnie privée US-Bangla Airlines avait annoncé qu'elle allait ajouter deux Airbus A330 dans le cadre de son plan visant à augmenter la fréquence des vols sur les liaisons internationales. Ces deux A330-200 arriveront à l'été pour desservir l'Arabie Saoudite (Jeddah, Riyadh, Dammam).

## Bhoutan

La chambre de commerce bhoutanaise a élaboré un plan de reprise sectorielle à destination du secteur privé

Avec plus de 1,5 Md USD de pertes engendrées par la crise de la pandémie, le chambre de commerce et de l'industrie bhoutanaise propose un plan de reprise sectoriel à destination du secteur privé.

Cinq objectifs principaux y sont énoncés tel que le renforcement de l'accès au financement, des chaînes de valeur locales, de l'utilisation des technologies, du partenariat public-privé et du développement du capital humain.

Selon la chambre de commerce et de l'industrie, le secteur industriel, comprenant la manufacture, l'électricité et l'eau, et la construction, a enregistré une perte de 590 M USD entre 2020 et 2023 en raison de la pandémie et de la dépendance du pays à une main d'œuvre étrangère.

## Inde

### Indicateurs macroéconomiques

Croissance de 7 %, modération de l'inflation, selon un rapport du ministère des Finances

L'économie indienne devrait croître de 7,0 % au cours de l'exercice 2023, et ce malgré les vents contraires mondiaux, tandis que l'inflation ralentirait, a annoncé le Ministère des Finances.

Selon la revue économique mensuelle du ministère, le déficit du compte courant de l'Inde devrait diminuer au cours des exercices 2023 et 2024, grâce aux gains tirés des exportations élevées de services, à la modération des prix du pétrole et à la récente baisse de la demande de la consommation à forte intensité d'importations. Cette situation devrait contribuer à soutenir la roupie.

Notant que la chute des prix internationaux des produits de base et les mesures gouvernementales ont contribué à atténuer les pressions inflationnistes, le rapport indique que les pressions inflationnistes se sont atténuées en février, avec un net recul des prix de gros, à leurs plus bas niveaux depuis 25 mois.

Les prévisions des diverses agences internationales montrent que l'inflation en Inde ralentira au cours de l'exercice 24 par rapport à l'exercice 23 et devrait rester dans la fourchette de 5 à 6%, avec des risques équilibrés.

Le resserrement des conditions financières par les banques centrales pour maîtriser l'inflation a suscité des inquiétudes quant à l'exacerbation des vulnérabilités de la dette des entreprises.

Cependant, le rapport indique que, dans le cas de l'Inde, la préoccupation semble limitée. La dette du secteur privé non financier en Inde a connu une baisse constante depuis la mi-2021, parallèlement à une amélioration de la qualité de la dette.

Le ratio crédit / PIB des entreprises est également inférieur à sa tendance historique, ce qui implique une marge de manœuvre suffisante pour que les entreprises empruntent davantage.

### Politique commerciale

Baisse des exportations de 8,8 % au mois de février

Les exportations de marchandises de l'Inde ont diminué pour le troisième mois consécutif en février. Cette baisse s'explique par un ralentissement de la demande mondiale, tandis que le déficit commercial s'est réduit, à son plus bas niveau depuis 13 mois.

Les exportations ont diminué de 8,8 % à 33,9 Mds USD en février et le déficit commercial s'est établi à 17,4 Mds USD, selon les données officielles publiées vendredi dernier.

Le secrétaire au Commerce, Sunil Barthwal, a déclaré que les exportations indiennes de biens et de services franchiraient l'objectif de 750 Mds USD en 2022-23, en particulier grâce à l'essor des exportations de service. Pour rappel, les exportations globales d'avril à février ont augmenté de 16,18 % pour atteindre 703 Mds

USD, en raison d'une hausse de 30,48 % des exportations de services. Le déficit commercial a quant à lui augmenté de 49,6% par rapport à l'année dernière.

La semaine dernière, le département du Commerce a partagé des données sur les importations de biens non essentiels avec d'autres ministères et les a incité à s'approvisionner localement ou à diversifier leurs importations.

Les importations russes ont été multipliées par cinq pour atteindre 42 Mds USD entre avril et février de cet exercice en raison de l'augmentation des importations de pétrole brut. Ainsi, la Russie est devenue la quatrième source d'importation de l'Inde au cours des 11 premiers mois de l'exercice budgétaire actuel.

## Népal

### Le FMI appelle à plus de surveillances sur les prêts non-performants

Une équipe du Fonds monétaire internationale, actuellement en mission au Népal pour la conduite de l'exercice annuel au titre de l'article IV, demande à la Nepal Rastra Bank (NRB), la Banque centrale du pays, de faire auditer les dix plus grandes banques commerciales par des cabinets d'audit internationaux.

Selon les experts du FMI, cette inspection approfondie est nécessaire afin de vérifier la qualité du portefeuille de prêts, le respect des exigences réglementaires, et établir un état des lieux des prêts non-performants. Par ailleurs, la conduite des audits est une condition *sine qua non* pour le décaissement d'une tranche de la facilité de crédit élargie (EFC), d'un montant de 395 MUSD.

En théorie, le taux de créances douteuses reste maîtrisé, avec un taux à la mi-janvier qui s'élève à 2,5%, en deçà du seuil maximum de 5% établi par la NRB. En revanche, la conduite d'audits permettra au FMI de s'assurer que ce taux représente une image fidèle de la santé du système financier au Népal, compte tenu de la

récente montée en flèche des taux d'intérêt assortis aux prêts, culminants autour de 17%, et susceptibles d'avoir fortement dégradé la qualité des actifs bancaires.

Dans le document résumant les engagements du Népal auprès du FMI, le pays est tâché de rédiger des amendements à la réglementation afin de renforcer l'identification des créances douteuses, clarifier les orientations en matière de restructuration, de rééchelonnement, et de classification des actifs. De surcroît, il est mentionné qu'un plan d'action devra être mis en place pour toute banque présentant une insuffisance en matière de fonds propres. La banque en question sera ensuite tenue de soumettre un plan de recapitalisation couplé à une stratégie exposant la manière dont elle compte se conformer pleinement aux exigences réglementaires.

### Bilan de la coopération dans le cadre des nouvelles routes de la soie

Pour rappel, le Népal rejoignait en 2017 l'initiative chinoise des Nouvelles routes de la soie visant à améliorer les voies de communication et la coopération transcontinentale, liant la Chine à l'Asie centrale puis l'Europe. L'initiative se place au coeur de la politique extérieure du président chinois Xi Jinping.

Cependant, à ce jour aucun projet n'a encore été lancé. Selon le ministre des Affaires étrangères népalais, Pradeep Gyawali, cette inertie s'explique par la multiplicité des enjeux géopolitiques.

En revanche, une équipe d'experts chinois s'est récemment rendue au Népal afin d'effectuer une étude de faisabilité concernant un projet ferroviaire transfrontalier, sous le nom de « réseau de connectivité multidimensionnelle transhimalayenne », qui pourrait bien marquer le lancement de la première initiative dans le cadre de la Nouvelle route de la soie au Népal.

Par ailleurs, l'ambassadeur chinois au Népal, Chen Song, souligne que le discours « d'un piège de la dette chinois », à travers l'initiative, est erroné et construit par l'occident. En ligne avec les nouvelles orientations politiques

communistes du pays, le député Premier ministre népalais Narayan Kaji Shrestha a annoncé que le Népal était prêt à mettre en place les projets dans le cadre de l'initiative.

#### Baisse de 93,6% en g.a. des flux d'IDEs sur les sept premiers mois de l'exercice budgétaire en cours

Ce fléchissement, de 93,6% (en g.a.) des flux d'IDEs, qui passent de 121 MUSD à 7,6 MUSD, lors des sept premiers mois de l'exercice budgétaire en cours est imputable, selon les économistes, à un concours de plusieurs facteurs tels que l'instabilité politique, l'éffritement des réserves de change, les politiques restrictives en matière d'investissement et les conséquences du ralentissement de l'économie mondiale.

Le nouveau cycle d'instabilité politique, compte tenu des multiples dissolutions du parlement et la récente prise de pouvoir de Pushpa Kamal Dahal, Premier ministre et leader du Parti communiste représente un risque substantiel freinant les investisseurs potentiels.

Actuellement, les IDEs représentent moins de 1% du PIB du pays, ce qui place le Népal dans le bas du classement des pays en termes d'attractivité. Rappelons que la Chine reste le premier pays investisseur au Népal, avec des IDEs comptant pour plus de la moitié des IDEs au Népal.

#### Octroi d'un prêt de 90 millions de livres sterling au Népal par le Royaume-Uni, pour le développement des infrastructures

Judi 16 mars dernier, le ministre des Finances népalais, Bishnu Prasad Poudel, et l'ambassadeur du Royaume-Uni à Katmandou, Nicola Pollitt, ont signé un MoU dans le cadre du programme de soutien commun aux infrastructures locales (LISP), courant de 2023 à 2029.

Le Royaume-Uni fournira 90 millions de livres sterling pour soutenir les infrastructures durables au Népal. En outre, le gouvernement népalais, la contrepartie du programme, apporte un financement à hauteur de 40 millions de livres sterling pour encourager les gouvernements locaux à fournir des infrastructures durables et résilientes à la population. En outre, le programme vise à soutenir le gouvernement dans

l'amélioration des capacités institutionnelles (budgétisation, dépenses, prestation de services)

## Pakistan

#### Rétablissement de subventions fédérales sur les prix de l'essence pour les plus pauvres.

Le gouvernement fédéral a annoncé une baisse du prix de l'essence de 50 PKR par litre pour les motos et les voitures de petite cylindrée. Le gouvernement fédéral n'a indiqué ni le coût budgétaire de cette mesure, ni à partir de quelle ressource fiscale elle allait être financée.

Le coût budgétaire de cette mesure, qui devrait concerner 20 millions de foyers, pourrait être financé par une nouvelle augmentation des prix des carburants pour les automobilistes les plus riches. Cette information n'a pas été confirmée par le ministère des finances.

Cette mesure va à l'encontre de l'esprit des discussions techniques entre le Pakistan et les services du FMI pour obtenir la 9ème tranche de l'EFF du 9ème programme du FMI.

#### Le Pendjab et le Khyber Pakhtunkhwa rétablissent les distributions gratuites de farine

Le Pendjab et le Khyber Pakhtunkhwa, deux provinces dirigées par le parti d'Imran Khan (PTI) ont annoncé qu'elles allaient distribuer gratuitement de la farine de blé à près de 16 millions de ménages. Le coût budgétaire de cette mesure dans les deux provinces est évalué à 73 Mds PKR. Les experts soulignent que, du fait de son excédent budgétaire, le Pendjab peut mettre en œuvre cette mesure, contrairement au Khyber Pakhtunkhwa.

#### Le prix du gaz issu du GNL importé en baisse en mars 2023

Le gouvernement a réduit le prix de vente du gaz naturel issu du GNL de 2,99% à 3,16%. Le prix du RLNG pour les consommateurs de Sui Northern Gas Pipelines Limited (SNGPL) a été réduit de 2,99%, soit 0,41 USD/le mmBtu, tandis que pour les clients de Sui Southern Gas Company (SSGC), les prix ont été réduits de 3,16% (soit 0,442 USD/

le mmBtu) par rapport au mois précédent (février 2023).

Ces décisions vont à l'encontre des discussions entre le gouvernement pakistanais et les services du FMI qui préconisaient un prix suffisamment élevé pour permettre le remboursement de la dette circulaire sur le gaz évaluée à 1,2% du PIB.

**Coton : retour aux prix administrés à 8500 PKR (au lieu de 18 000 PKR à 20 000 PKR pour les 40 kg)**

Le Premier ministre Shehbaz Sharif a donné son accord de principe pour fixer le prix administré du coton à 8500 PKR les 40 kg, alors qu'un important déficit de production est prévu pour la culture du coton au Pakistan. Le nouveau prix administré a été mis sur pied avec la Fédération des industriels du textiles pakistanais (APTMA) et avec les producteurs locaux de coton, mais il concerne également le prix du coton importé.

La récolte attendue devait s'élever à 4,78 millions de balles de coton en 2022/2023, contre 9 millions prévues, ce qui signifie qu'en cas de production textile comparable à 2021/2022, les importations devraient quasiment doubler à 9,5 millions de balles de coton.

**Des revenus fiscaux qui seront moins élevés qu'escompté**

La haute cour fédérale a rendu un arrêt contre la taxe extraordinaire de 20% sur les revenus générés par l'immobilier, prévue dans la loi de finance rectificative de février.

La nouvelle taxe mensualisée mise en place en mars par la FBR (agence fédérale chargée de la collecte des impôts), qui avait été acceptée par la cour provinciale du Sindh mais refusée par celle du Pendjab, a été jugée excessive par la haute cour qui a recommandé une taxation à hauteur de 10% des profits dégagés. Le dossier a été transféré à la Cour suprême.

On notera que le Premier ministre Shehbaz Sharif avait annulé dans la loi de finance rectificative de février 2023 les taxes exceptionnelles sur les profits des banques commerciales qui avaient été inscrites dans la loi de finance pour l'année budgétaire 2022/2023.

**L'accord technique entre les services du FMI et le gouvernement pakistanais suspendu à des explications du gouvernement sur le relâchement budgétaire constaté au cours de la semaine**

La cheffe de la mission résidente du FMI au Pakistan a déclaré à l'Express Tribune que les "autorités pakistanaises n'avaient pas consulté le FMI avant d'annoncer leur mesures de subventionnement du carburant" et a ajouté que les services du FMI cherchaient à obtenir "plus de détails sur le système de subventionnement en termes de fonctionnement, de coût, de ciblage, de protection contre la fraude et les abus, et de mesures de compensation, et qu'ils discuteraient attentivement de ces éléments avec les autorités".

**La Banque centrale a reçu une nouvelle tranche de 500 MUSD de prêt de l'Industrial & Commercial Bank of China Ltd (ICBC)**

Il s'agit du deuxième décaissement de 500 MUSD pour le Pakistan en un mois dans le cadre d'une facilité de roulement de 1,3 Mds USD mise en place par la banque chinoise ICBC auprès de la Banque centrale. Cette opération vise à aider le Pakistan à consolider ses réserves en devises étrangères.

**Liquidation de la banque publique SME Bank**

Le cabinet fédéral a approuvé la liquidation de la banque des PME sur recommandation de la SBP qui a préféré cette solution par rapport à une fusion de son capital avec un établissement financier plus important. Le Premier ministre Shehbaz Sharif a demandé à la direction de la SME Bank de veiller à la protection des dépôts des clients tout au long de la procédure de liquidation qui devrait s'étendre jusqu'à la fin juin 2023.

**Les exportations textiles baissent de 30% en g.a, leur plus bas niveau depuis 21 mois**

Les exportations textiles en février 2023 se sont situées à 1,18 Md USD, en baisse de 10,7 % par rapport à janvier. Pour les 8 premiers mois de l'année budgétaire 2022/2023, les exportations

textiles sont passées de 12,62 Mds USD à 11,22 Mds USD. Cette baisse est attribuée avant tout aux inondations catastrophiques de l'été 2022 qui ont divisé par deux la production de coton et aux difficultés à importer du coton de substitution du fait des restrictions imposées en matière de lettres de crédit.

La chute des exportations textiles en 2022/2023 intervient après une excellente année 2021/2022 pendant laquelle elles s'étaient établies à 19,35 Mds USD, en augmentation de plus de 25 % pour cent par rapport à l'année budgétaire 2020/2021. sera levée le 31 décembre 2023.

#### CALENDRIER

##### Economique et politique :

- 23 mars - 21 avril : mois du Ramadan (+/- 2 jours).
- Mai 2023 (date pas encore précisée) : appels d'offres concernant une dizaine de blocs offshore dans la mer d'Arabie.
- 30 juin 2023 : Fin de l'année budgétaire.
- 12 octobre 2023 (au plus tard) : élections générales.

##### Commercial :

- 17.06.2023 - 19.06.2023 : Agri Technology Asia 2023 / Food Technology Asia 2023/ Plast Pack Asia 2023 (Karachi)
- 14.09.2023 - 16.09.2023 : International Exhibition of Food & Beverage Processing Packaging / Pakistan Energy Exhibition & Conference 2023 (Lahore).
- 19.09.2023 - 21.09.2023 : Pharma Asia 2023(Karachi).
- 12.10.2023 - 14.10.2023 : Health Asia International Exhibition & Conferences (Karachi).
- 20.10.2023 - 22.10.2023 : Build Pakistan 2023(Lahore).
- 28.11.2023 - 30.11.2023 : Build Asia 2023 (Karachi).

INDICATEURS	
Population	237 millions d'habitants
PIB	376,5 Mds USD
Croissance du PIB Année 2021/2022 Prévisions (2022/2023)	+ 5,9 % + 2 %
PIB par habitant	1 586 USD
Taux de chômage Taux de chômage des jeunes	7,2% en septembre 2022 en g.a 12,2% en septembre 2022 en g.a
Taux de pauvreté	15 % (novembre 2022) +4,5 % par rapport à novembre 2021
Indice des prix à la consommation	31,5% en février 2022 en g.a
Taux directeur banque centrale	20 % (depuis le 2 mars 2023)
Réserves de change	4,32 Mds USD (un mois de réserves)
Balance commerciale 2021/2022	- 48,6 Mds USD
Compte courant (juin 2022)	-4,6% du PIB
Dettes publiques	197,2 Mds USD (fin janvier 2023)
Transferts de fonds des émigrés 2021/2022	31 Mds USD
Flux d'IDE 2021/2022	1,87 Md USD (+2,6 % -par rapport à 2020/2021)
Indice de perception de la corruption 2021	140 <sup>ème</sup> /180 (124 <sup>ème</sup> /180 en 2020)

## Sri Lanka

Le FMI approuve un programme de 3,0 Mds USD pour Sri Lanka dans le cadre du Mécanisme Elargi de Crédit (MEDC)

Le Conseil d'administration du FMI a approuvé le 20 mars l'octroi d'un programme de 2,3 Mds SDR (3,0 Mds USD) sur 48 mois, dont la première tranche de 254 MSDR (333 MUSD) a été aussitôt déboursée. Le programme proposé vise à restaurer la soutenabilité de la dette grâce à une consolidation budgétaire et à la restructuration de la dette souveraine, à renforcer les filets de sécurité sociale, à rétablir la stabilité des prix et reconstituer les réserves, à préserver la stabilité financière, à renforcer la gouvernance et la lutte anti-corruption.

Dans cette optique, les autorités sri lankaises ambitionnent de publier une stratégie sur la restructuration de la dette souveraine d'ici fin avril, et d'atteindre un accord à ce sujet avant la première revue du programme prévue en juin. Le Président a aussi annoncé une réduction des exonérations de TVA existantes d'ici 2024 ainsi que la création d'une taxe foncière (Estate Duty) d'ici 2025. Répondant aux demandes en ce sens de l'opposition, il a du reste présenté au Parlement le détail de l'accord avec le FMI. Alors que la population souffre de l'inflation, des hausses d'impôts et taux d'intérêt, et que la contestation sociale augmente, il a évoqué la possibilité de revoir à la hausse le seuil de non-imposition sur le revenu à l'avenir.

Le FMI conduit par ailleurs une mission d'évaluation des problèmes de corruption et de gouvernance dans le pays afin de préparer une révision du cadre légal, qui passera par l'adoption de réglementations alignées sur les conventions onusiennes en la matière et d'une loi sur la gestion des finances publiques. Le déclenchement du programme FMI ouvre la voie à l'octroi de nouveaux financements externes de la part des banques multilatérales dans les prochains mois. La Banque mondiale mène dans ce sens jusqu'au 29 mars une consultation ouverte en vue d'établir son nouveau Country

Partnership Framework entre 2023 et 2026 à Sri Lanka.

Le conseil des ministres donne son accord préliminaire pour la revente des parts de l'Etat dans huit entreprises publiques

D'après le ministère des finances, entre janvier et août 2022, sur les 52 entreprises publiques les plus importantes, 31 ont réalisé des bénéfices et 21 ont été déficitaires. Les pertes totales, de 862 Mds LKR (2,7 Mds USD) dont 99% sont imputables à trois d'entre elles seulement (Ceylon Petroleum Corporation, Ceylon Electricity Board et Sri Lankan Airlines), dépassent largement les bénéfices : les pertes nettes de ces 52 entreprises s'élèvent ainsi sur cette période à 727 Mds LKR (2,3 Mds USD). Leur contribution au budget de l'Etat à travers l'impôt sur les bénéfices et les dividendes atteint seulement (56 MUSD). Les prêts garantis par l'Etat accordés à ces entreprises ont par ailleurs également contribué à l'alourdissement de la dette publique sri lankaise.

La restructuration des entreprises publiques, qui a débuté par un ajustement des tarifs réglementés de l'eau, du gaz de cuisson, de l'électricité et des carburants, est ainsi l'un des piliers du programme de réformes porté par le FMI, aussi bien pour promouvoir la concurrence, leur productivité et leur efficacité que pour alléger leur poids pour les finances publiques. Le gouvernement a créé dans cette optique une unité dédiée, qui a désormais reçu l'accord préliminaire du conseil des ministres pour organiser la revente des parts de l'Etat dans huit de ces entreprises. Le discours de présentation du budget de l'Etat pour 2023 contenait déjà l'intention de privatiser la plupart d'entre elles, le produit de cette vente devant par ailleurs contribuer au renforcement des réserves de change. Ces entreprises regroupent SriLankan Airlines (détenue à plus de 99% par l'Etat), déficitaire sur les trois dernières années d'exercice, mais aussi Sri Lanka Telecom (détenue à 49,5% par l'Etat) ou Sri Lanka Insurance Corporation (détenue à plus de 99% par l'Etat), bénéficiaires ces dernières années, ainsi Grand Hyatt Hotel, Colombo Hilton, Litro Gas, Lanka Hospital et Waters' Edge.

L'unité de restructuration des entreprises publiques devra désormais définir une stratégie de privatisation avant accord définitif du conseil des ministres. Les autorités devraient ensuite procéder à des privatisations supplémentaires et à la restructuration des entreprises sur lesquelles l'Etat souhaitera garder le contrôle.

#### Sri Lanka reçoit une nouvelle assistance humanitaire de la part des Etats Unis

Le ministère de l'agriculture sri lankais a reçu ce 19 mars 36 000 tonnes d'engrais TSP (Triple Super Phosphate) financées par USAID dans le cadre d'un programme lancé en septembre qui a conduit à la livraison totale de 45 000 tonnes d'engrais. Ces livraisons seront distribuées aux agriculteurs sri lankais selon la superficie de leurs exploitations sous le contrôle de la FAO dans un contexte où l'agriculture sri lankaise a été durement affectée par l'impossibilité d'importer les engrais nécessaires du fait des restrictions aux importations, du manque de dollars et de la hausse de leur cours mondial suite à la guerre entre la Russie et l'Ukraine. L'ambassadrice des Etats Unis à Sri Lanka a annoncé un jour plus tard la livraison récente de 770 tonnes de riz et de 100 tonnes d'huile végétale destinés à des enfants sri lankais dans le cadre d'un autre programme du Foreign Agricultural Services de l'US Department of Agriculture, le "McGovern-Dole Food for Education Program." L'ambassade de Sri Lanka à Washington a par ailleurs annoncé que la prise de contact de l'ambassadeur de Sri Lanka aux Etats Unis avec trois ONG étatsuniennes a permis l'envoi de matériel médical au ministère de la santé sri lankais pour une valeur de 27 MUS\$ depuis juillet 2022.

#### Chute des rendements des bons du Trésor sur le marché primaire

L'annonce du programme FMI le 20 mars a eu un impact rapide sur les taux auxquels se finance l'Etat à court-terme sur le marché primaire obligataire, qui ont chuté pour l'ensemble des échéances (91 jours, 182 jours et 364 jours) de 120 à 170 points de base. L'émission du 22 mars a ainsi vu les bons du Trésor à 3 mois s'adjuger à 26,23% en moyenne (27,94% le 15 mars), ceux à 6

mois à 26,12% en moyenne (27,34% le 15 mars) et ceux à 1 an à 24,32% en moyenne (25,92% le 15 mars). Depuis le début de l'année, les rendements à l'émission sur le marché primaire ont respectivement baissé de près de 600 points de base sur les échéances à 3 et 6 mois et de 500 points de base sur l'échéance à 1 an. La hausse des recettes publiques qui réduit les besoins de financement de l'Etat, l'amélioration de la liquidité en roupies, la chute du crédit au secteur privé, la baisse de l'inflation et la réduction de la prime de risque associée à la stabilisation de l'économie et à l'approbation du programme FMI portent cette baisse des taux. Les taux d'intérêt restent néanmoins importants alors que la dette domestique pourrait faire l'objet d'une future restructuration, dans un contexte où le déséquilibre budgétaire de l'Etat sri lankais l'oblige encore à s'endetter massivement sur le marché domestique pour financer ses dépenses et rembourser ses arriérés de paiement, notamment auprès du secteur de la construction – le secrétaire d'Etat aux finances a ainsi récemment annoncé que ceux-ci ont diminué de 65% depuis août 2022, date à laquelle ils atteignaient 360 Mds LKR (1 Md USD).

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
<b>Inde</b>	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Stable	C	A4
<b>Bangladesh</b>	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	C
<b>Pakistan</b>	Caa1	Négative	CCC+	Négative	CCC-	Négative	D	C
<b>Sri Lanka</b>	Ca	Stable	SD	Négative	RD	-	D	B
<b>Maldives</b>	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)